

Préface

Par Grégoire POSTEL-VINAY

Rédacteur en chef des *Annales des Mines*

Limiter le réchauffement ou s'y adapter ?

Les deux sont indispensables. La limitation du réchauffement est une exigence majeure. Elle suppose à l'évidence une action mondiale, qui ne fera sentir ses effets qu'à moyen et long terme. La montée du niveau de la mer, par exemple, est cependant inexorable pour un temps très long.

Dans ce cadre, la France seule (environ 0,85 % de la population mondiale et 0,9 % des émissions de gaz à effet de serre) ne pourra pas faire de miracle. Ce n'est cependant absolument pas une raison de baisser les bras. Tous les acteurs, États, acteurs économiques et citoyens, doivent intensifier, leurs efforts d'atténuation en la matière.

Parallèlement, il va aussi falloir vivre au moins mal avec ce réchauffement, et donc s'y adapter. En l'occurrence, il s'agit de prendre des mesures techniques, juridiques, administratives, économiques, financières, sociales destinées à produire leurs effets assez rapidement.

Concernant l'eau, les exemples vécus récemment, sécheresses, inondations, orages, grêles, leurs effets et leurs perspectives montrent à l'évidence l'urgence. Aussi le Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, lancé le 30 mars dernier par le gouvernement et le président de la République, élaboré après une large concertation, vise à répondre à cet objectif et traduit l'engagement de l'État dans cette voie. Ses trois axes principaux : organiser la sobriété des usages, optimiser la disponibilité de la ressource et préserver la qualité de l'eau organisent l'ensemble des problèmes posés. Il comporte en sus un « axe IV » horizontal : mettre en place les moyens d'atteindre ces ambitions.

Chacune des 53 mesures du plan est assortie d'une date de mise en œuvre. Certaines, urgentes, ont déjà été prises, comme la mise à jour du guide des restrictions sécheresse, les décisions le 28 août sur les simplifications administratives pour économiser l'eau, et celle du 30 août sur l'utilisation des eaux usées.

La tâche qui nous attend est très exigeante, nous le savons tous. Il nous faut donc s'y atteler sans faiblesse et avec la ténacité nécessaire. Tous les acteurs de l'eau (État, établissements publics, élus, usagers domestiques et économiques, associations) sont concernés. Des décisions fermes et difficiles devront être prises. Sachons-le et abordons-les franchement. Le temps joue contre nous. Ce numéro des *Annales des Mines* éclaire ces enjeux, des positions d'acteurs, des solutions techniques à différentes échelles. Je forme le vœu qu'il contribue ainsi à mobiliser sur les évolutions nécessaires.